

**NON, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, ON NE PEUT PAS PENSER CE QUE L'ON VEUT DE
L'ARME NUCLÉAIRE DE LA FRANCE**

Jean-Marie MULLER*

Ce 28 mars, aussitôt l'intervention télévisée de François Hollande terminée, je reçois le mail d'un ami du MAN qui écrit :

« Mauvais soir...

Hollande à l'instant :

« La défense nucléaire, il faut la conserver et même la moderniser. » »

À vrai dire, cette mauvaise nouvelle n'est pas nouvelle. Au demeurant, mon ami le reconnaît lui-même : « On le savait depuis le début de la campagne... » Ce fut en effet une promesse du candidat Hollande. Et le Président François est bien décidé à tenir cette promesse-là... Tous les chefs d'État des pays dotés de l'arme nucléaire ne cessent de tenir ce langage. Même le gentil Barack Obama, dans son discours prononcé à Prague le 6 avril 2009, aussitôt après avoir « affirmé clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires », a pris soin de préciser : « Ne vous méprenez pas : tant que ces armes existeront, nous conserverons un arsenal sûr et efficace pour dissuader tout adversaire. » Pareil raisonnement est étrange : car enfin les armes n'existeront-elles pas tant que les États-Unis ne renonceront pas à en posséder ?

Il ne faut donc pas nous méprendre : dès lors que tous les Chefs d'État nucléaires affirment haut et fort leur détermination à conserver leurs armes nucléaires et à les moderniser, il est illusoire d'espérer dans un avenir prévisible la signature d'une Convention internationale sur l'élimination mondiale des armes nucléaires. Pour l'heure, nous ne pouvons rien attendre des décideurs politiques pour qu'ils agissent en faveur du désarmement nucléaire. C'est aux citoyens de chaque pays nucléaire de prendre le pouvoir afin de contraindre démocratiquement les chefs d'État.

Revenons aux propos tenus par François Hollande ce 28 mars :

« Sur la défense, je suis chef de l'État et chef des armées.(...) Je sais ce qu'est l'indépendance nationale parce que la France est un grand pays qui peut décider seul. (...) Nous avons une arme nucléaire. On peut penser ce que l'on veut de cette arme nucléaire. Je sais qu'il y a un certain nombre de nos concitoyens qui y sont hostiles. Moi, je leur dis : « C'est notre protection, c'est notre garantie. Il faut la conserver et même la moderniser. » (...) Autonomie de décision, protection du territoire, dissuasion : il faut maintenir. » »

C'est certainement la première fois qu'un Président de la République française reconnaît explicitement que des citoyens français sont hostiles à l'arme nucléaire. Une analyse rigoureuse des propos présidentiels fait apparaître clairement que cette hostilité ne vise pas l'armement nucléaire mondial, mais bien l'arme nucléaire de la France... Il faut sans aucun doute vouloir le désarmement total, mais ne demander *que* le désarmement mondial, n'est-ce pas encore s'accommoder de quelque manière de l'armement français ? Hostilité bien ordonnée commence par soi-même... Il ne peut donc s'agir que des Français qui exigent le désarmement nucléaire unilatéral de la France... Cette déclaration vaut reconnaissance. Jusqu'à présent, le langage politiquement correct faisait valoir qu'il existait un véritable « consensus » par lequel tous les Français adhéraient au catéchisme de la dissuasion nucléaire. Nous savons désormais qu'il n'en est rien. François Hollande ne suggère nullement que ces Français ne seraient que des

« pacifistes » irresponsables. Il semble reconnaître la légitimité de leur pensée : « *On peut penser*, affirme-t-il, (c'est moi qui souligne) ce que l'on veut de cette arme nucléaire... Ce ne fut donc pas un « bon soir » pour les partisans du désarmement nucléaire unilatéral de la France, mais, au moins, il leur est reconnu le droit de sortir de la « pensée unique »...

Ceci étant dit dans un premier temps, ne faut-il pas dans un second temps pendre à revers la déclaration hollandaise ? Rien n'est moins sûr en effet que l'on puisse « penser ce que l'on veut » de l'arme nucléaire de la France... Pour ma part, je n'envisage nullement que l'on puisse penser raisonnablement que l'arme nucléaire soit moralement acceptable... Il convient ici de nous ressouvenir de la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU du 24 novembre 1961 : « Tout État, est-il affirmé, qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. » Certes, par elle-même, la dissuasion n'est pas l'emploi, mais elle est l'emploi de la menace, et l'emploi de la menace comporte directement la menace de l'emploi. Dès lors que l'emploi de l'arme nucléaire serait un crime contre l'humanité, la menace de l'emploi est déjà criminelle. Et la possession même de l'arme nucléaire, dont la seule justification est la menace de son emploi, est elle-même illégitime. Il faut donc penser que l'arme nucléaire n'est pas une arme légitime de défense mais une arme criminelle de terreur, de destruction, de dévastation et d'anéantissement.

Donc, je n'envisage pas non plus que l'on puisse raisonnablement penser que l'arme nucléaire soit « notre protection », « notre garantie ». En réalité, l'arme nucléaire ne nous protège d'aucune des menaces qui pèsent sur notre société, et surtout pas de la menace « terroriste ». Au-delà de l'im-moralité intrinsèque de l'acte nucléaire, il est essentiel de prendre conscience de son in-faisabilité substantielle. Il est remarquable que les responsables politiques qui justifient la dissuasion nucléaire feignent d'envisager sereinement la possibilité de l'emploi de l'arme nucléaire sans prendre aucunement en considération quelles seraient les conséquences absolument dramatiques de ces frappes nucléaires pour les autres et pour nous-mêmes, pour la terre et pour l'humanité. Ils sont dans le déni le plus total de la réalité des destructions illimitées qui seraient provoquées. Non, l'arme nucléaire n'est pas une protection, elle est une menace. *La Grande Menace*, selon l'expression de Jean Lurçat. À l'évidence, il n'existe aucun scénario dans lequel le chef d'État français pourrait raisonnablement recourir à l'arme nucléaire. Inutilisable en temps de crise, l'arme nucléaire est inutile en temps de paix.

Je n'envisage pas non plus que l'on puisse penser raisonnablement que le coût de la dissuasion nucléaire soit acceptable, tout particulièrement au regard de la crise financière à laquelle notre société doit faire face. Ces dernières semaines, des rumeurs faisaient état de coupes sombres dans les dépenses militaires. De nombreux parlementaires, dans l'opposition comme dans la majorité, ont relayé l'indignation des militaires et des industriels qui voyaient dans cette réduction purgative un abaissement de la France. Lors de son intervention télévisée, François Hollande a voulu les rassurer en annonçant que « nous dépenserons en 2014 exactement le même montant qu'en 2013 », c'est-à-dire un peu plus de 30 milliards. Ce qui signifie que les milliards consacrés au maintien et à la modernisation de l'arme nucléaire française – il s'agit de quelque 4 milliards par an - continueront de peser gravement sur l'équilibre du budget de la France. Là encore, le désarmement nucléaire de la France serait bien-venu.

En définitive, l'arme nucléaire est une idole, celles et ceux qui lui rendent un culte sont des idolâtres. Et il est toujours difficile de briser les idoles. La croyance des hommes en l'arme nucléaire comme symbole de la puissance est l'un des plus formidables envoûtements auquel l'humanité ait jamais succombé. Il signifie l'aliénation de la conscience, l'asservissement de la raison et s'apparente à un véritable ensorcellement.

Il importe de prendre la mesure de l'ampleur de la tâche : pour renverser le régime nucléaire, il faut que les citoyen(ne)s osent organiser un véritable coup d'État pacifique par lequel ils prennent le pouvoir. L'analyse d'Étienne de La Boétie vaut parfaitement pour l'État nucléaire :

il n'a de pouvoir que grâce à la collaboration volontaire de ceux qui lui sont asservis. Il suffirait qu'ils décident de ne plus vouloir lui être assujettis pour qu'il s'effondre de lui-même.

Le 30 mars 2013

* Porte-parole national du Mouvement pour un Alternative Non-violente (www.jean-marie-muller.fr).

Le MAN a pris l'initiative d'une campagne en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France : www.francesansarmesnucleaires.fr.